

Commentaires de SFR à la Consultation Publique de l'ARCEP
Relative à l'analyse des marchés de la téléphonie fixe

Partie I : Bilan et perspectives

De manière générale, SFR partage l'analyse qui est faite par l'ARCEP sur le bilan de la régulation appliquée sur les marchés fixes.

Cette régulation, permettant une concurrence sur des marchés « de volume » (par opposition à « marchés de niche »), a permis aux opérateurs alternatifs d'investir dans des réseaux de plus en plus capillaires, sans aller toutefois jusqu'à la boucle locale qui reste sous monopole de France Télécom, donnant ainsi une base durable au dégroupage et à la concurrence sur le haut débit. En outre, la concurrence sur les services qui a été mise en œuvre a largement bénéficié au consommateur avec d'importantes baisses de prix sur les communications et avec l'innovation de la Voix sur Large Bande (« VLB ») qui ont permis une forte croissance des usages.

Malgré le niveau comparativement élevé du prix de la revente en gros de l'abonnement téléphonique (VGAST) pour un service somme toute moins complexe que l'accès à Internet haut débit, l'offre lancée tardivement en 2006 a permis aujourd'hui la commercialisation de 700 000 abonnements alternatifs, tandis que le nombre de souscriptions aux services de sélection et présélection du transporteur demeure élevé et significatif de la concurrence téléphonique en France, avec environ 4.5 Millions de foyers clients (soit un potentiel de 11 Millions d'utilisateurs).

Faisant suite à une régulation de plus en plus axée sur les marchés de gros, l'ARCEP a allégé progressivement le contrôle des marchés de détail de France Télécom, renvoyant pour leurs litiges les opérateurs alternatifs auprès du Conseil de la Concurrence. Cet allègement administratif souhaité par tous appelle néanmoins plusieurs remarques de notre part :

- D'abord, il convient de rappeler que France Télécom reste en monopole sur la boucle locale ce qui lui donne une rente très importante sur l'abonnement et sur le marché de gros. Au total, 80 % de la marge du marché du fixe est réalisée par France Télécom, dont une large part sur l'abonnement.
- D'une part, SFR est opposé à la mise en œuvre d'analyses de marchés géographiques. Les opérateurs alternatifs et France Télécom ont une offre nationale, car seule cette dimension nationale permet d'amortir des coûts commerciaux fixes élevés (marque, publicité, marketing...). Les conditions de concurrence sur l'ensemble du territoire sont donc suffisamment homogènes. Il convient donc d'appréhender les offres de France Télécom d'un point de vue national également., France Télécom supporte la charge du SU sur l'ensemble du territoire national ; les opérateurs alternatifs se sont d'ailleurs émus de ce que l'absence de notification à l'ARCEP par France Télécom, de ses offres

de détail autres que le service universel, comporte le risque important et toujours réel de ne pas leur donner de moyen de défense vis-à-vis de tarifs qui ne peuvent que s'opacifier.

- Il serait en tout état de cause extrêmement difficile pour les opérateurs concurrents de démontrer un effet de ciseau ou un squeeze tarifaire sur un marché non national, pour lequel les prix et les coûts sont plus compliqués à modéliser. En France, les opérateurs alternatifs n'ont pas les moyens de surveiller les prix sur 22 régions et 100 départements. L'objectif d'allègement des procédures ne devrait pas se faire au détriment des opérateurs alternatifs ; le système précédent de contrôle des prix de détail sur une base nationale avait amplement fait ses preuves d'efficacité.
- Dans le secteur fixe, les acteurs restent entièrement dépendants des offres de gros de leur concurrent principal, France Télécom. La capacité d'éviction que détient l'opérateur historique reste entière et doit impérativement pouvoir être contrôlée très vite si le régulateur souhaite que la concurrence ne devienne pas que théorique, alors que les barrières à l'entrée sont devenues de plus en plus élevées et que les modèles de coûts mis en œuvre par l'ARCEP favorisent les effets de volume, donc à fortiori France Télécom.

La reconstitution du monopole fixe doit être combattue avec vigilance par l'ARCEP. Aujourd'hui, la possibilité d'une séparation fonctionnelle nous semble être mise à profit pour éviter tout débordement concurrentiel de la part de l'opérateur historique, qui maîtrise l'ensemble du réseau d'accès hérité de son monopole historique.

En conclusion de ces remarques sur le bilan de la régulation passée sur les marchés du fixe, SFR souhaiterait aussi attirer l'attention de l'ARCEP sur la concurrence de la téléphonie sur IP. Ces produits, qui ont vocation à prendre une part croissante de la consommation des ménages, sont opérés par des entreprises qui ne supportent pas les contraintes imposées aux opérateurs déclarés auprès de l'ARCEP ; aucune contrainte que ce soit en terme de services d'urgence, de qualité, d'investissements dans les réseaux ... n'est identifiée pour ces acteurs qui bénéficient pourtant de l'existence d'infrastructures exploitées par des acteurs qui supportent de telles sujétions.. Nous appelons l'ARCEP à se saisir de ces questions afin que la régulation et le droit ne s'appliquent pas en défaveur des opérateurs autorisés, qui ont investi dans les infrastructures nationales et le service client.

Partie II : Analyse des marchés identifiés par la Recommandation de la Commission Européenne du 17 décembre 2007 sur les marchés pertinents.

1. Délimitation des marchés de l'accès, du départ d'appel et de la terminaison d'appel

SFR partage globalement l'analyse de l'ARCEP sur la délimitation des marchés en question. En effet, il n'existe pas de substitution d'accès entre accès Fixe et accès Mobile et les deux types d'accès se complètent. De plus, les services d'accès et les services de



communications constituent des marchés distincts, de même que les clientèles résidentielle et professionnelle délimitent des marchés distincts.

L'analyse de l'ARCEP distingue les types d'accès utilisés exclusivement pour le téléphone (par exemple de type abonnement téléphonique et issu de la VGAST), ou bien principalement pour le téléphone (abonnement issu d'un dégroupage partiel par exemple), ou bien les accès ne se limitant pas au téléphone (par exemple triple play), ou bien encore les accès à des services de capacité ou réseaux de données pouvant être utilisés pour accès au RTP.

Aujourd'hui, les accès utilisés exclusivement et principalement pour le téléphone se substituent partiellement (cf infra) ; en revanche les accès ne se limitant pas au téléphone ne s'y substituent pas ; enfin la composante RTP des accès à des services de capacité ou réseaux de données, quand elle existe, est substituable aux accès principalement téléphoniques. SFR partage la même analyse que l'ARCEP sur la délimitation géographique de ces marchés.

SFR souligne que la substitution des accès utilisés principalement et exclusivement pour le téléphone n'est que partielle. En effet, environ la moitié seulement des foyers Français bénéficie d'une ligne ADSL, ou d'une connexion Internet, dont le niveau n'augmente plus sensiblement dans notre pays – même si le taux d'équipement en haut débit est particulièrement élevé. L'autre partie des foyers Français n'a pas encore effectué la démarche de se connecter à Internet et conserve donc sa ligne exclusivement téléphonique chez France Télécom ou en VGAST, offre qui reste peu développée en France.

2. Pertinence des marchés pour une régulation ex ante

SFR approuve l'analyse de l'ARCEP sur les obstacles au développement d'une concurrence effective en France, notamment du fait que France Télécom a hérité d'une très grande part de marché sur les accès au service téléphonique, qui reste supérieure à 95%. Les marchés de l'accès au service téléphonique doivent donc être considérés comme pertinents pour l'application d'une régulation ex ante.

Cependant, SFR souhaite ajouter que les obstacles dans les marchés de l'accès fixe sont aujourd'hui loin d'être levés, et que la concurrence sur ces marchés ne se renforce pas, au bénéfice de France Télécom. La régulation ex ante devrait donc être renforcée, sous peine de courir le risque d'une reconstitution progressive du monopole. France Télécom a ainsi vu récemment croître ses parts de marché sur les abonnements utilisés principalement pour le téléphone et ne se limitant pas au téléphone, avec 54% de part de marché en acquisition sur l'ADSL fin 2007. En outre, les 700 000 abonnements commercialisés par la concurrence grâce à la VGAST restent extrêmement modestes en volume eu égard au prix très élevé de cette dernière, plus de 3 ans après avoir annoncé son lancement. On ne peut pas dire que cette offre permette une concurrence réelle sur l'abonnement utilisé exclusivement pour le téléphone, puisque l'alternative qui serait de se connecter à Internet n'est pas sollicitée par près de la moitié des Français.

3. Influence significative



France Télécom exerce manifestement une influence significative sur tous les marchés de détail de l'accès, notamment du fait qu'elle contrôle une infrastructure impossible à répliquer et qui provient de son héritage du monopole historique.

Mais pour ce qui concerne la VGAST, SFR souhaite en outre souligner que le chiffre d'affaires des accès téléphoniques grand public de France Télécom a diminué d'environ 90 M€ entre 2006 et 2007¹. Or, le chiffre d'affaires annuel généré par la VGAST sur la base de 700 000 lignes et d'un prix de 11,7€ mensuel, est à lui seul de 100 M€ : les opérateurs alternatifs contribuent donc certainement à renflouer le chiffre d'affaires de France Télécom et à pallier, à eux seuls, la baisse du nombre d'accès, alors qu'ils représentent avec la VGAST aujourd'hui moins de 3% de parts de marché et que par ailleurs France Télécom perçoit des revenus en très forte augmentation sur les autres marchés de gros (dégrouper, ADSL nu). Alors que la moitié des Français sont concernés par l'abonnement téléphonique, on ne peut que regretter la faiblesse de la concurrence induite par la VGAST, qui s'explique notamment par le niveau trop élevé de l'offre de gros..

France Télécom a publié des comptes qui font état, globalement pour les accès vendus en gros, d'un gain de près de 700 Millions d'Euros ; les clefs de répartition utilisées par France Télécom placeraient le service de VGAST en déficit de 150 Millions d'Euros, ce qui semble artificiel au vu de la hausse globale du chiffre d'affaires de ce segment de marché et malgré la baisse du nombre d'abonnements téléphoniques.

Alors que dans le même temps, la part de marché en acquisition de France Télécom croît sur le marché de l'ADSL, il devient impératif de faciliter davantage l'ascension de l'échelle des investissements : avec d'une part une baisse significative du dégroupage, permettant plus d'investissements dans l'ADSL et les infrastructures d'accès, mais aussi d'autre part, une baisse similaire de la VGAST, permettant une véritable concurrence sur le marché des services d'abonnement téléphonique purs qui restent la base pour plus de 20 Millions de foyers

4. Obligations

SFR estime indispensable qu'en effet, et selon les prescriptions de l'ARCEP, France Télécom continue de faire droit aux demandes raisonnables d'accès (incluant les offres de colocalisation, de Liaison de Raccordement, d'in-span...).

Pour SFR, l'offre de sélection et de présélection du transporteur, concernant un potentiel de 11 Millions de personnes qui bénéficient de services de communications concurrentiels à des prix attractifs, doit impérativement être maintenue durablement. L'extension de ces offres aux numéros 09AB devrait également être réalisée sans dommage.

SFR estime indispensable les obligations de non-discrimination et de transparence, avec la publication sur un site Internet accessible, d'une offre d'interconnexion, de convention d'interconnexion type et d'indicateurs de qualité de services publics. SFR souhaite

¹ De 4 186 M€ en 2006 à 4 099 en 2007.



également, à l'instar de l'ARCEP, que les offres sur mesure et les devis soient bien plus encadrés qu'actuellement, puisqu'ils ont toujours été la source de profits pour France Télécom.

Pour ce qui concerne la terminaison d'appel fixe, et les obligations afférentes notamment liées à l'offre d'interconnexion de France Télécom, SFR constate que la situation actuelle a permis à la fois la rémunération des réseaux fixes concernés au travers d'offres de détail « à la minute », incitant l'utilisateur à surveiller sa consommation, mais aussi l'apparition d'offres de détail « illimitées » qui, en contrepartie d'abonnements prédéterminés permettent à l'utilisateur une consommation extensive des services de communications.

Faire évoluer les terminaisons d'appel n'amènera certainement pas, selon SFR, une amélioration significative pour le consommateur ni d'ailleurs pour les marchés de gros et l'état de la concurrence.

En revanche, l'offre d'interconnexion de France Télécom doit être mise à jour suivant l'état de l'art dans les nouvelles technologies et notamment pour permettre l'essor de la Voix sur IP. Or :

- D'une part, les opérateurs alternatifs ont investi au niveau du CA et des répartiteurs d'abonnés, et ne sont plus spécialement présents au niveau des PRO. Jusqu'à présent la seule régulation au niveau du CA a permis l'émergence d'un marché du transit compétitif au niveau national, ce qui a d'ailleurs permis de déréguler les interconnexions au niveau du PRO, conformément aux objectifs du régulateur de promouvoir les investissements.
- D'autre part, la collecte IP entre les niveaux régionaux et nationaux a aujourd'hui été évaluée par les offres de gros approuvées par l'ARCEP de « bitstream » à un prix non nul de 180€/Mb environ, ce qui témoigne de l'existence d'un coût/ bénéfice à déployer des infrastructures au niveau local (CA).
- Enfin, le choix de passer à la Voix sur IP permet une meilleure efficacité qui doit en principe se traduire dans les prix de gros et de détail par un moindre coût.

Pour toutes ces raisons, SFR estime qu'il est légitime de demander qu'une offre d'interconnexion en VoIP soit disponible au niveau du CA, que l'offre d'interconnexion en VoIP ne soit pas spécifiquement régulée au niveau du PRO, et que le prix de l'interconnexion en VoIP au niveau du CA soit moins cher ou égal au prix actuel de l'interconnexion commutée au CA même une fois intégré les éventuels coûts de migration (principe d'efficacité).

Les obligations qui seraient imposées par l'ARCEP de contrôle, comptables, et d'orientation vers les coûts (et l'interdiction de tarif excessif pour les prestations de reversement) n'attirent pas de commentaire particulier de la part de SFR, outre le fait que de telles obligations sont bien entendu indispensables.

En particulier, le référentiel de coût de France Télécom a déjà montré l'intérêt de son existence, puisqu'il révèle les forts bénéfices de France Télécom effectués sur certaines offres de gros. Il reste donc indispensable pour vérifier que l'orientation vers les coûts est

réelle SFR souhaite que l'ARCEP impose une baisse significative des tarifs d'accès de gros (VGAST et dégroupages), baisse qui permettrait tout à la fois de couvrir les coûts des infrastructures compte-tenu des risques pris par les investisseurs (en différenciant en particulier les risques pris dans un contexte de monopole légal) et une concurrence effective au bénéfice de l'ensemble des consommateurs (y compris ceux qui ne sont pas intéressés par les offres de type ADSL).

Pour ce qui concerne enfin les obligations qui seraient imposées à France Télécom sur le marché de détail de l'accès, SFR regrette l'usage exclusif du droit de la concurrence en l'absence d'une transparence accrue sur ces prix de détail. SFR craint l'apparition d'offres et de promotions dont il est extrêmement difficile d'analyser sur un plan concurrentiel. SFR souhaiterait donc que l'obligation de communication préalable des prix de détail soit maintenue afin que l'ARCEP conserve son pouvoir de surveillance des marchés, au minimum à la demande des opérateurs alternatifs lorsque nécessaire.

Partie III. Analyse des marchés de détail des communications et des marchés de gros du transit.

SFR considère comme l'ARCEP que s'il existe, dans une certaine mesure, une substituabilité d'usage pour les appels sortants du domicile on n'observe pas de substituabilité d'accès.

Si SFR constate comme l'ARCEP qu'il n'y a pas actuellement de substituabilité entre les accès fixes et mobiles, SFR doute qu'une telle substituabilité d'accès puisse émerger dans un futur prévisible car les caractéristiques fondamentales (capacité de débit de données et mobilité) entre ces deux accès resteront différentes, ce qui ne sera pas modifié, bien au contraire, dans le cas du développement du très haut débit.

Par ailleurs, SFR considère qu'il serait trompeur de considérer que tous les appels faits à domicile à partir d'un portable seraient potentiellement substituables à des appels à partir du fixe. Outre que l'usage est par nature différent (le mobile étant personnel et le fixe étant partagé par les membres du foyer), le mobile peut être utilisé dans des lieux du foyer non couverts par le téléphone fixe ou, tout simplement, à des moments où la ligne fixe est déjà utilisée.

Par ailleurs, il n'existe pas aujourd'hui de substitution d'usage sur la réception des communications puisque les utilisateurs ne décident pas sur quel accès ils vont recevoir leur appel.

SFR partage l'analyse de l'ARCEP sur la délimitation géographique des marchés.

Enfin, SFR approuve les conclusions de l'ARCEP sur l'absence de nécessité de réguler les marchés du transit.